

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4086 - Jeudi 17 Mars 2022 - Prix : 200 Fc

COMORES HYDROCARBURES :

Un manque à gagner de plus d'1 milliard de Fc en février



VIE CHÈRE

«L'économie comorienne pourra-t-elle
traverser le choc pétrolier ?»

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Mars 2022**

Lever du soleil:

06h 11mn

Coucher du soleil:

18h 31mn

Fadjr : 04h 57mn

Dhouhr : 12h 19mn

Ansr : 15h 36mn

Maghrib: 18h 34mn

Incha: 19h 39mn



COMMÉMORATION

Il y a 52 ans, nous quittait le président Saïd Mohamed Cheikh

Le 16 mars 1970, Soavinandriana-Antananarivo (Madagascar) le président SMC rendait l'âme. Il n'est pas nécessaire au cours de cet article de faire une biographie de cet illustre personnage qui avait su marquer de son empreinte toute la classe politique de son époque.

On peut toujours rappeler quelques éléments : il a fait ses études primaires à l'école officielle de Mitsamiouli et ses études secondaires à l'École Régionale de Mutsamudu avant de poursuivre ses études supérieures à l'école de médecine d'Antananarivo à Madagascar, études qu'il termine en 1928. Ce fut donc le premier médecin comorien. Son premier poste fut Fomboni avant d'être affecté à Fomboni Mohéli. Il a été rappelé sous le drapeau comme médecin militaire à Majunga (Madagascar, de 1936 à 1944). SMC a joué un rôle détermi-

nant dans la résolution de la crise d'avril 1940 dans les plantations coloniales de Nyumakele (Anjouan). L'issue pacifique de cette crise l'a propulsé au premier rang de la scène politique.

Il abandonne complètement la médecine en 1945 et se lance dans la politique en devenant député au sein de l'Assemblée Nationale française de 1945 à 1961. Il s'inscrit dans le groupe socialiste de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance. Il est le chef du parti vert face au parti blanc du prince Saïd Ibrahim.

Il œuvre pour détacher administrativement les Comores de Madagascar ce qu'il obtient en 1946. Il a réussi à faire abroger la loi d'annexion de l'archipel des Comores comme dépendances envers Madagascar en 1912. En 1954, il est désigné pour représenter la France et l'Union française à l'Assemblée des Nations unies. En 1961, il est élu le premier président

du Conseil de gouvernement par la Chambre des députés des Comores.

Cinquante deux ans près sa disparition, ses enseignements continuent à faire partie de la panoplie médiatique du microcosme comorien et de l'opinion. Les radios ne manquent pas l'occasion de diffuser en intermède des extraits de ses allocutions concernant nos comportements qui n'ont pas changé d'un iota depuis sa disparition.

Pour notre part, à chacun de ses anniversaires nous rappelons ces fortes paroles du grand homme : « Un peuple qui ne mange pas à sa faim, qui n'a pas un travail régulier, qui ne sent pas qu'on s'intéresse à sa santé, à son instruction à son avenir, est toujours prêt à mettre en doute le pouvoir politique qui le dirige ».

Et nous notions toujours que ces paroles n'ont pas été tenues par un nos syndicalistes mais par le regretté Président Saïd Mohamed Cheikh le 29 octobre 1961, à la tribune de



l'Assemblée Nationale Française, alors qu'il était député des Comores. Dans ce même discours, il avait dit que : « ils (les problèmes économiques) conditionnent tout le progrès social possible, et en même temps la stabilité politique elle-même. »

Aujourd'hui, tout le monde en convient, il y a un trop plein dans la

sphère politique. Aussi la prise en compte des problèmes économiques et la recherche des solutions pour les résoudre est un impératif hier comme aujourd'hui. Le débat politique doit descendre dans l'arène économique.

Mmagaza

MÉDIAS

20 journalistes formés sur le journalisme de solution

Une vingtaine de journalistes comoriens se trouvent depuis lundi dernier à l'American Corner pour une formation d'une semaine sur le journalisme de solution aux Comores. Cette formation a pour but de promouvoir la liberté d'expression et d'information pour renforcer le pluralisme des opinions et la démocratie.

La formation sur le journalisme de solution (JoSo) vient d'être lancée à Moroni depuis lundi dernier au centre American Corner. Ils sont 20 journalistes de la place issus de la presse écrite et audiovisuelle à bénéficier de cette formation de 5 jours. « C'est une pratique journalistique née en 1990 aux Etats-Unis et qui gagne actuellement les professionnels de l'ensemble des organes de presse dans plusieurs coins du monde », indique Ahmed Bacar, journaliste de carrière initiateur de cette formation financée par l'am-



bassade des Etats Unis aux Comores et Madagascar à hauteur de 13.000 dollars sur une période d'un an (octobre 2021 à septembre 2022). « Le journalisme de solutions est une approche de la pratique des médias qui se concentre sur les réponses aux problèmes sociaux. Il consiste à présenter des solutions à ces problè-

mes, à voir comment et pourquoi les réponses fonctionnent ou ne fonctionnent pas », précise-t-il.

Ce dernier montre que de tels projets ont pour objectifs de promouvoir la liberté d'expression et d'information aux Comores dans le but de renforcer le pluralisme des opinions et la démocratie. D'après

lui, le simple fait de rapporter des problèmes, selon certaines recherches, peut réduire le sentiment d'efficacité des citoyens, les conduisant à se désengager de la vie publique. Dans une étude de 2008, Associated Press a constaté que les jeunes étaient fatigués des nouvelles, qu'ils considéraient comme négatives. Cela a entraîné une « fatigue des informations », dans laquelle les gens avaient tendance à se déconnecter des médias d'information plutôt qu'à s'engager.

Du lundi au vendredi, les bénéficiaires de cette formation ont droit chaque jour à deux modules dispensés par deux encadreurs Comores. Il s'agit d'Ali Moindjié, journaliste et ancien directeur général du quotidien Al-Balad pour la partie théorie et Saïd Hassane, spécialisé en image, partie technique. « L'objectif de ces deux modules est de permettre aux bénéficiaires de cette formation de pouvoir faire son reportage tout seul. Actuellement, le monde a

besoin d'un journaliste polyvalent qui puisse aller sur le terrain et monter son reportage sans hésitation », souligne Ahmed Bacar qui reste optimiste qu'après 5 jours de formation, les 20 journalistes seront capables de faire leur travail dès la recherche sur le terrain, jusqu'au prêt à diffuser.

Rappelons qu'en 2003, l'ONG française Reporters d'Espoirs (Reporters of Hope) est créée comme un réseau de journalistes et de professionnels qui veulent « promouvoir dans les médias des informations basées sur des solutions ». L'organisation est officiellement lancée à l'UNESCO en 2004 avec les prix Reporters d'Espoirs. Ils promeuvent le concept d'« info-solution » et de « journalisme de solutions », travaillant avec tous types de médias pour diffuser des initiatives auprès du grand public.

Ibnou M. Abdou

SOCIÉTÉ

La population de Djando mobilisée à boucher les nids de poule

Complètement délabré, le tronçon de route entre Wanani et Hagnamoida ne figure pas sur la liste des projets que les autorités ont promis de réaliser. La mairie de Djando lasse d'attendre, se mobilise pour boucher les nids de poule et faciliter la circulation des personnes et des biens. Les travaux ont démarré dès cette semaine.

La route allant de Mlabanda jusqu'à Hagnamoida dans la région de Djando est devenue impraticable. Les fortes pluies de ces derniers mois ont aggravé la situation. Impossible de faire le trajet Wanani - Hagnamoida en moins de 30 minutes,

pourtant ce tronçon linéaire ne dépasse pas 8 km. Malgré la dégradation avancée de cette route nationale aucun projet, selon les jeunes de Djando, n'est envisagé à court terme pour sa reconstruction. Et les habitants de cette région qui désespèrent, retroussent

leurs manches.

« Les travaux de réhabilitation de la route reliant Wanani et Nioumachi n'ont pas encore démarré. Or le projet pour cette route vers Mledjelé est annoncé lors des grandes réunions des autorités de l'État depuis plus d'un an, n'en parlons plus d'une route dont personne n'évoque le cas » déplore un jeune de Djando.

En désespoir de cause, les habitants se sont mobilisés pour cimenter les parties les plus dégradées sur le tra-

jet de Mlabanda jusqu'à Hagnamoida en passant par Nkangani. Pelles, seaux et brouettes, c'est un travail à la chaîne pour préparer du béton et le déverser dans les nids de poule. Toute la communauté de Djando est mobilisée dans cette activité bénévole. La mairie de cette commune accompagne activement l'initiative. Elle a sollicité, sans tarder, l'aide de la police nationale du district mais aussi, déployé son équipe et débloqué des moyens pour faciliter la circulation.

« Actuellement à Mohéli c'est dans la région de Djando où se trouve les plus de routes impraticables. De Hagnamoida jusqu'à Mlabanda mais aussi de Pengoini jusqu'à Siry-ziroudani c'est inimaginable » souligne un conseiller de la mairie de Djando. L'inter-connectivité entre les villages de la région de Djando est défaillante. Ce qui enclave beaucoup plus cette région jugée à très forte potentialité agricole.

Riwad

COMORES HYDROCARBURES :

Un manque à gagner de plus d'1 milliard de Fc en février

La SCH a enregistré des manques à gagner de plus de 440 millions Fc sur le pétrole lampant, plus de 340 millions Fc sur le gasoil livré à la Sonelec, plus de 290 millions Fc sur le gasoil tourisme, plus de 120 millions Fc sur l'essence et plus de 5 millions Fc sur le kérosène. Au vu de ces résultats, la hausse des prix des carburants semble inéluctable.

Les chiffres donnent le vertige. Selon nos informations, la Société comorienne des hydrocarbures (SCH) vend à perte ses produits pétroliers. Rien qu'au mois février dernier, c'est 1 milliard

216 millions 588 mille 850 Fc de manque à gagner que la SCH a enregistré. 448 millions 752 mille 838 Fc sur le pétrole lampant, 348 millions 496 mille 831 Fc sur gasoil livré à la Sonelec, 296 millions 867

mille 670 Fc sur le gasoil tourisme, 128 millions 133 mille 440 Fc sur l'essence et enfin 5 millions 661 mille 930 Fc sur kérosène. Au mois de janvier 2022, ce sont 411 millions 111 mille 199 Fc de manque à gagner, tandis que pour novembre 2021 ce sont 722 millions 025 mille 223 Fc de perte.

Cette situation devrait inéluctablement entraîner une hausse des prix à la pompe. D'ailleurs ça fait plusieurs mois que cela est en étude.

Les départements concernés ont convenu que l'inflation du carburant au niveau international aura des répercussions au niveau des Comores. La demande étant de plus en plus forte que l'offre, les prix augmentent mécaniquement sans oublier les tensions auxquelles font face les pays producteurs. C'est du moins ce qu'a essayé de nous expliquer une source autorisée joint par nos soins dans un article paru dans nos colonnes à la mi-février.

Pour rappel, c'était en juin 2016 que le gouvernement avait revu à la baisse les prix des produits pétroliers. Le prix du litre du pétrole lampant est passé de 350 Fc à 250 Fc, le gazole de 550 Fc à 450 Fc, et l'essence de 650 Fc à 600 Fc. Les prix des produits alimentaires avaient parallèlement connu une baisse significative.

Andjouza Abouheir

VIE CHÈRE

«L'économie comorienne pourra-t-elle traverser le choc pétrolier ?»

Le ministre de l'économie Mzé Abdou Mohamed Chanfiou s'est rendu dans la matinée de ce mardi au grand marché de la capitale Moroni. A Volo-Volo, il est allé s'enquérir de la situation avant de prendre les mesures qu'il faut à quelques jours du ramadan.

"Nous sommes venus rencontrer les marchands pour nous imprégner de la situation et voir si les prix fixés en concertation avec les acteurs économiques concernés sont respectés", lance d'emblée le ministre de l'économie lors de sa visite sur le terrain au grand marché de Volo-Volo. Selon lui, il faut avant tout évaluer avant de prendre une décision et cette descente va lui permettre de prendre la température avant l'arrivée du ramadan. Avant de se rendre au marché, le ministre a fait un saut dans quelques supermarchés et boutiques vendant des produits de première nécessité. « L'objectif est de mesurer de moi-même, l'impact du financement de 5,5 milliards FC accordés aux importateurs pour contenir les rup-



tures de stock et de casser la dynamique inflationniste », précise le ministre.

Pour lui, la sécurité alimentaire et la lutte contre la hausse des prix

est une bataille de tous les jours dans un environnement international contraint par la crise sanitaire d'abord, et la guerre en Ukraine ensuite, perturbant les marchés des

matières premières et l'économie internationale. « L'économie comorienne qui a jusqu'à présent montré une résilience, pourra-t-elle traverser le choc pétrolier », se demande-

t-il.

Avec l'impact de ces chocs exogènes, et en perspective du mois de ramadan, le ministre qui est, visiblement, très préoccupé par la flambée des prix au niveau national serait amené à demander au gouvernement de prendre des mesures d'encadrement des prix pour limiter la spéculation et les abus parfois observés au niveau des commerçants et aux marchés.

Les services du ministère de l'économie nous indiquent que le ministre aurait fait le constat d'un niveau très élevé des prix pour les produits locaux et que le marché est aussi inondé par des produits importés. Les échanges que le ministre a eu avec les marchands au marché montrent aussi que la fixation des prix tient compte des coûts du transport des zones agricoles vers Moroni, selon certains, et pour d'autres, la hausse des prix des produits locaux est tirée par les prix des produits importés que les commerçants fixent.

Ibnou M. Abdou

SOCIÉTÉ

Les 2 pêcheurs rescapés de Djoiezi sont enfin rentrés au bercail

Ousseine Maecha Avilaza, et Abderemane Nadhoiri, deux pêcheurs de la ville de Djoiezi à Mohéli qui étaient portés disparus depuis le 15 janvier dernier puis retrouvés à Madagascar après 11 jours en mer (lire nos articles précédents), sont de retour au pays. Ces deux jeunes pêcheurs ont pu retrouver leurs familles respectives ce mardi 15 mars. Ils ont été accueillis en fanfare à l'aéroport de Bandar es salam. Un grand soulagement pour toute la ville.

Ousseine Maecha Avilaza âgé de 26 ans et Abderemane Nadhoiri 30 ans, deux pêcheurs de Djoiezi étaient portés disparus depuis le 15 janvier dernier. Après 11 jours d'angoisse pour la population et en par-

ticulier leurs proches et familles, en pleine tempête tropicale ANA qui avait secoué Madagascar, ces jeunes pêcheurs ont été, pour rappel, retrouvés sur les côtes de la Grande île. Plus précisément au nord de la région de Boeny, dans un petit village appelé Mahajamba situé à 2 heures de route de la ville de Majunga.

C'est le consul des Comores à

Majunga qui a mené les démarches de rapatriement de ces rescapés. Après des négociations difficiles entre les deux États, Ousseine et Abderemane ont pu enfin fouler le sol Comorien lundi 14 mars dans l'après midi, à bord d'un bateau venant de Majunga à destination de Moroni. Et mardi matin les deux rescapés ont atterri à Bandar es

Salam à bord d'un vol R Komor.

Ils ont été accueillis en fanfare par la jeunesse de Djoiezi, depuis l'aéroport jusqu'à leurs domiciles respectifs. C'était l'euphorie de revoir enfin ces jeunes pêcheurs. « Nous avons traversé une période très difficile en mer suite à notre disparition, puis à Majunga la vie n'était pas aisée. On manquait de tout pour vivre. Nos familles étaient obligées de se débrouiller pour subvenir à nos besoins. C'est ce qui a retardé notre rapatriement », déclare Abderemane Nadhoiri. « C'est grâce à l'eau qu'on avait amenée dans la vedette que nous avons pu survivre jusqu'au jour où on nous a retrouvés » raconte Ousseine Maecha Avilaza visiblement aguerri par l'expérience de cette aventure qui a failli tourner à la tragédie. « Je

conseille aux pêcheurs d'amener suffisamment d'eau lors d'une sortie en mer, puisque c'est un milieu très hostile où nul n'est à l'abri » dit-il.

Pour rappel, ces deux jeunes étaient partis à la recherche de thons tout en espérant retourner l'après midi de cette journée du samedi 15 janvier. C'était une panne de la bobine du moteur qui avait tout gâché. Heureusement que le courant marin les a dirigés vers les eaux malgaches. Malgré cette aventure mystérieuse, les deux pêcheurs avaient poursuivi leur activité de pêche lors de leur traversée Majunga-Moroni car, disent-ils, c'est leur passe-temps et ils ne comptent pas abandonner.

Riwad



Les deux pêcheurs rescapés de retour à Mohéli.

ATHLÉTISME

Les médaillés comoriens, ces 20 dernières années

L'athlétisme est l'une des disciplines qui a généré plus de médailles dans le sport comorien ces 20 dernières années. La Gazette des Comores revient sur certains de ses exploits qui ont marqué le sport comorien en général.

La liste n'est pas exhaustive mais, elle a le mérite de nous donner un aperçu des performances souvent ignorées de nos athlètes dans la région tout comme sur le continent et voir au-delà.

En 2003 lors des jeux des îles de l'océan indien, l'athlète olympique Salhate Djamaldine a décroché l'or au 400 m Haie. Née à Nanterre en 1978, elle devient la première athlète à obtenir une médaille d'or lors

des jeux des îles.

Dans ces mêmes jeux, elle a obtenu deux autres médailles de bronze en 100 m Haie et en relais 4x400 m. Hadhari Djaffar a quant à lui obtenu la médaille de bronze au 100 m. En 2007 à Madagascar lors des JIOI, Feta Ahamada est revenue avec l'or au 100m Haie et l'argent au 200m Haie. La hardlesse née en 1987 à Clichy décroche une autre médaille d'argent au 200 m Haie en 2011. En 2012, elle s'est qualifié à la finale du 200m lors du championnat d'Afrique seniors au Bénin où elle établit un record national dans la discipline. Toujours en 2007 le spécialiste du demi-fond Djamchi Attoumani décroche le bronze au 800 et au 1500 m.

En 2009, Youssouf Mhadjou est sacré champion d'Afrique junior du

200 m. Il a participé aussi aux jeux de Pékin où il est ressorti avec un chrono personne 1 10s 62. En 2011 lors des JIOI, le fondeur Djamchi Attoumani décroche l'or au 800 m et Feta Ahamada est argenté au 100 m Haie. En 2015 lors des championnats d'Afrique U17, Miftahou Mohamed décroche la médaille de bronze au 2000m steeple avant de récidiver avec la médaille d'argent lors des JIOI 2019 à Maurice au 3000m steeple.

Cette même année là, Nassuf Saïd remporte la médaille de bronze au 10 000m (10km) marche. La nouvelle pépite de l'athlétisme comorien Hachim Maaroufou né en 1997 a décroché l'or lors du meeting Élite de Miramas sur le 200 m avec un chrono de 21s62 devant Christophe Lemaître (21s.80) pour-



Au milieu, Feta Ahamada.

tant recordman de France de la discipline depuis 2011 en 19s.80. Avec un peu de moyens et surtout une bonne volonté de la part de tous les

acteurs concernés, l'athlétisme comorien peut aller loin en termes de résultats.

AS Badraoui

LIBRE OPINION

Aux jeunes générations
Sachez que tout s'explique (2ème partie)

• **Présidences tournantes corruptives, colonisation interne ininterrompue, autonomie des îles foulée au pied, gabegie à volonté**

Mohamed Bacar accepte les conclusions du nouveau paradigme institutionnel de Fomboni, signées par Saïd Abeid en 2001, qui font de lui comme des autres gouverneurs, des présidents des îles, devenues autonomes, avec une présidence de l'état institutionnellement tournante durant quatre ans, et un vice président pour les îles ne détenant pas la présidence tournante : telle est l'œuvre des représentants des organisations internationales, aux côtés de l'homme fort des Comores, issu du coup d'état militaire, Azali Assoumani.

La longue période des Présidences tournantes commence avec Ngazidja et Azali. Une présidence tournante institutionnellement créée pour un équilibre politique susceptible de faire disparaître les ressentiments et les pulsions séparatistes que seul, croit-on, un partage alternatif de la présidence de l'état ferait disparaître. En toute logique, la présidence tournante en a la vertu en faisant disparaître les frustrations génératrices de comportements séparatistes. Malheureusement elle surmultiplie les comportements délétères, la corruption en tête, principalement chez les îliens à qui elle échoit, lesquels, sans aucun critère souvent de compétence, obtiennent les postes les plus avantageux. Sans garde-fous juridiques qui la protégeraient des actes qui nuisent gravement au développement du pays, la Tournante nous est préjudiciable car même la stabilité espérée reste fragile en raison de nouvelles injustices produites, notamment cet insidieux nouvel état d'esprit de « rendre la pareille » dans les tournantes à venir.

Même élevé au rang de président d'Anjouan, Mohamed Bacar joue subtilement la carte séparatiste et n'est solidaire du pouvoir central que lorsque cela l'arrange. Les priorités, celles que nous considérons comme telles et que nous répétons à souhait : la prise de conscience de nos réalités, l'intériorisation du concept d'état, de notre appartenance à un pays insulaire de

quatre îles (Mayotte incluse), donc à un même peuple, la sacralité du bien commun, la primauté de l'entité nationale sur l'espace villageois et ses contraintes socioculturelles surannées, toutes demeurent des exigences incontournables. Une Université naît, mais sans attributs d'adaptation aux besoins de notre contexte. Aucune orientation n'est attribuée ni aux bacheliers qui y entrent ni à ceux qui vont étudier ailleurs. Le pays, qui a besoin de cadres moyens, techniques dans leur plus grand nombre, susceptibles de servir comme formateurs dans les secteurs où leur formation l'exige, se retrouve en quelques années avec un pléthore de diplômés exclusivement plus ou moins aptes à exercer dans l'administration, dans la justice, exactement là où la corruption est endémique, là où le tragique est enraciné et contamine les rares espaces épargnés.

Ne le cachons pas, la vérité, même si elle n'est jamais partagée par tous, doit être sue ; elle est alors source de débat(s) : ces trois présidences tournantes, à l'image des précédentes gouvernances (exceptée la parenthèse révolutionnaire), ont eu des gestions de colonisation interne, des gestions qui ignorent la mise en valeur cohérente et ordonnée du potentiel endogène, une mise en valeur adaptée à nos possibilités. Mais, surtout, comme le faisait la colonisation dans la mise à l'écart de toute initiative favorisant a priori une prise de conscience des difficultés rencontrées et /ou des enjeux à envisager, nos gouvernants, comme nous l'avons déjà dénoncé, prospèrent dans le déni de la politique d'éveil, d'ouverture sur toutes les réalités riches en modèles d'activation de la nécessité de se défaire des archaïsmes hérités pour une vie organisée dans le travail, facteur de promotion sociale de l'individu et de la société elle-même.

• **Azali 2, désillusions démocratiques amères, avenir toujours assombri**

En 2016, le président Azali hérite d'un pays géré dans la citoyenneté économique (attribution de la nationalité comorienne à des riches apatrides des émirats, moyennant des devises,

des centaines de milliards de francs comoriens, avance-t-on), en vue du développement économique. Des sommes colossales auraient été ainsi obtenues, nous apprend-on, mais du développement, rien ! On ne nous le dit pas, on le constate, consterné(s).

Un référendum concluant les Assises écarte institutionnellement la Tournante de 2001 et une réélection présidentielle anticipée prolonge, trois ans après son élection, le mandat du président en place jusqu'en 2024. Accompagnés de l'ambition d'une émergence en 2030, ces changements institutionnels provoquent une levée de boucliers dans l'Opposition qui crie au « vol caractérisé » en condamnant fermement « des multiples pratiques frauduleuses » qui auraient permis cette réélection. 2021-2024, deux dates, deux termes au centre de deux postures inconciliables ?

Une émergence en 2030 ! Etonnante ambition sincèrement quand on s'aperçoit qu'aucune lutte n'est organisée contre les pratiques mafieuses structurelles qui minent le pays depuis des décennies et qu'une énorme opposition interne et extérieure, certes sans colonne vertébrale idéologique ni leader incontesté, maintient une pression contestataire si élevée que même un rassemblement insignifiant, une simple critique à connotation politique, une communication téléphonique à un adversaire politique..., deviennent pour les gouvernants des prétextes pour une arrestation, un interrogatoire à la gendarmerie, voire un emprisonnement ! Des mesures arbitraires très impopulaires, source d'une chronicité de l'anomie, et qui détruisent, au regard de l'opinion publique, les efforts mis dans l'amélioration des infrastructures routières. Une inconsciente autodestruction, car on ne peut ainsi raisonnablement s'attendre qu'au désordre, à la détestation, à des réactions répressives, à l'instabilité permanente, à tout ce qui se dresse en obstacle au développement et à cette stabilité pourtant si prônée par le Pouvoir en place.

Nous ne comprenons pas pourquoi jusqu'à présent l'Opposition s'entête à réclamer la

démission d'un président réélu depuis si longtemps, réélection certes très contestée, et à croire en l'Union africaine pour y parvenir. Une Union africaine qui ne se manifeste qu'en cas de coup d'état avéré, avec un chef d'état en exercice déchu de ses fonctions ou lorsque dans un pays membre un pouvoir contesté sème la terreur par des scènes de tuerie massive de ses adversaires. Il est d'ailleurs malheureusement rarissime que les intentions de l'UA aboutissent. Aujourd'hui, pour l'intérêt supérieur du pays, si des personnes sont en prison pour leurs idées, elles doivent être libérées, et faciliter ainsi la convergence nationale dans la liberté du débat démocratique, dans celle de se réunir et de s'opposer à ce que l'on considère incompatible avec les valeurs que l'on défend.

Car il serait inquiétant de penser que tous ceux qui aujourd'hui ou demain voudraient faire de la politique aux Comores devraient s'entendre. Ce serait très grave, le parti unique en somme, l'absence d'opposition, le pire ! Seul le pluralisme politique, dans le respect des valeurs démocratiques, avec la régularité d'une alternance constitutionnellement établie, assurerait notre stabilité tout en permettant à toutes les tendances d'exprimer, dans la dialectique démocratique, leurs divergences et d'œuvrer pour parvenir à l'exercice du pouvoir par la pertinence de leurs propositions. Nous aimerions voir naître un climat national de la tolérance : une ère de convergence des visions qui se rapprochent et de tolérance pour celles qui ont des appréciations opposées, en d'autres termes l'établissement d'une vraie démocratie, celle du débat qui élève la maturité du citoyen. Et non le Pouvoir pour le Pouvoir – qui a animé et anime (en dehors de la parenthèse révolutionnaire) nos dirigeants politiques, et qui génère l'intolérance, faisant du pays le grand perdant.

Ali Mlamali,
enseignant à la retraite